

ÉGYPTE

Les pro-Morsi défient les autorités

Des milliers de partisans du président islamiste Mohamed Morsi destitué par l'armée ont participé à de nouvelles manifestations hier en Égypte malgré les menaces d'une dispersion imminente par la force sur les deux places qu'ils occupent avec femmes et enfants au Caire.

A l'issue de la grande prière du vendredi, plusieurs cortèges ont convergé du centre de la capitale égyptienne vers la place Rabaa al-Adawiya, le principal sit-in depuis plus d'un mois de ceux qui réclament un retour sans condition de M. Morsi à la tête de l'Etat, ont constaté des journalistes de l'AFP.

Comme au Caire, des milliers de manifestants ont également manifesté dans d'autres grandes villes, notamment à Alexandrie, dans le nord, et Assiout, dans le centre.

La crise s'est aggravée ces dix derniers jours avec l'échec de nombreuses tentatives de médiation internationales et l'annonce par le gouvernement intérimaire mis en place par l'armée que la police disperserait les rassemblements par la force au besoin après le Ramadhan, qui a pris fin jeudi. Or, la communauté internationale redoute un bain de sang. En un mois, plus de 250 personnes ont été tuées — essentiellement des manifestants pro-Morsi — dans des affrontements avec les forces de l'ordre ou des anti-Morsi. Sur les places Rabaa al-Adawiya et Nahda

du Caire, les manifestants se sont barricadés avec nombre de femmes et d'enfants. Durant les célébrations de l'Aïd el-Fitr, leur nombre a même grossi à Rabaa, transformée littéralement en kermesse avec attractions et spectacles pour d'innombrables enfants en habits de fête. M. Morsi a été déposé et arrêté par l'armée le 3 juillet, en réponse, selon les militaires, aux attentes de millions de manifestants qui réclamaient son départ. Les anti-Morsi lui reprochent d'avoir accaparé tous les pouvoirs au seul profit de son influente confrérie des Frères musulmans, et d'avoir achevé de ruiner une économie déjà exsangue. Le coup de force du 3 juillet a été annoncé par le ministre de la Défense et chef de l'armée, le général Abdel Fattah al-Sissi, considéré depuis comme le véritable homme fort du pays. Les militaires ont nommé un président et un gouvernement intérimaires qu'ils ont chargés d'organiser des élections pour début 2014. Jeudi soir, le Premier ministre par intérim Hazem el-Beblawi a réitéré la menace d'une intervention des forces de sécurité pour disperser les

deux grands sit-in au Caire. «Nous approchons du moment que nous préférierions éviter», a-t-il prévenu, ajoutant : «Le gouvernement veut donner aux manifestants, notamment ceux qui sont raisonnables, une chance de réconciliation et l'opportunité de chercher la voie de la raison.»

Les observateurs s'attendent à ce que le gouvernement — fort du soutien d'une grande partie de la population et des médias quasi-unanimes contre les Frères musulmans — lance son opération après la fin, dimanche, de l'Aïd al-Fitr.

Place Rabaa, les plus jeunes comme les plus âgés affirment tous qu'ils ne bougeront pas même si la police tente de les disperser. Il est impossible de vérifier, parmi les innombrables stands et tentes qui recouvrent la large avenue menant à la mosquée, les accusations du gouvernement selon lesquelles des armes automatiques sont stockées par les manifestants.

Les seuls signes visibles d'une possible résistance sont les barricades de briques et de sacs de sable qui bloquent les principaux accès aux deux places, ainsi que les bâtons et autres barres de fer dont sont dotés les membres improvisés du personnel de sécurité, vêtus de gilets orange fluo. Le gouvernement, relayé par de nombreux médias, accuse les



Photo : DF.

Les partisans du président Mohamed Morsi manifestent encore une fois malgré les menaces d'une dispersion par la force.

manifestants d'être des «terroristes» et de se servir des nombreux enfants comme de «boucliers humains». Les islamistes continuent pour leur part de dénoncer un coup d'Etat contre M. Morsi et de manifester contre un «Etat policier» qui a arrêté nombre de leurs dirigeants, dont M. Morsi, toujours détenu au secret par l'armée.

Les manifestants «vont continuer leur lutte pacifique jusqu'à ce que le

pays revienne sur le chemin de la démocratie et mette un terme au coup d'Etat», ont promis les Frères musulmans et leurs alliés.

Les Etats-Unis et l'Union européenne, dont des émissaires ont tenté en vain une médiation entre les autorités et les Frères musulmans, ont appelé de nouveau les Égyptiens à faire des compromis afin de sortir de l'impasse.

LIBAN

Deux pilotes de la Turkish Airlines enlevés à Beyrouth

Des hommes armés ont enlevé hier à Beyrouth deux pilotes de la Turkish Airlines afin que leur pays contraigne les rebelles syriens à relâcher neuf chiïtes libanais qu'ils retiennent depuis mai 2012.

Peu après, la Turquie a appelé ses citoyens à quitter le Liban et à ceux comptant s'y rendre d'annuler leur voyage «sauf impératif vital». Selon des sources proches du gouvernement, quatre hommes armés sont impliqués dans l'enlèvement des deux ressortissants turcs à bord d'un bus qui se rendait de l'aéroport vers un hôtel en ville. Les sept autres passagers sont repartis vers Istanbul dans l'après-midi. «Les hommes armés ont affirmé aux membres d'équipage que ce rapt était lié à la situation des otages libanais», a expliqué à l'AFP l'ambassadeur de Turquie à Beyrouth Inan Ozyildiz. «Je ne comprends pas pourquoi ce rapt a eu lieu alors que les négociations sont en cours pour résoudre cette affaire», a-t-il ajouté. La zone où

a eu lieu l'enlèvement est une zone majoritairement chiïte, contrôlée par les mouvements Amal et Hezbollah. Le ministre libanais de l'Intérieur Marwane Charbel a annoncé à l'AFP qu'une enquête avait été ouverte et que le conducteur du bus était interrogé. Le chef de la diplomatie turque Ahmet Davutoglu s'est entretenu au téléphone avec le Premier ministre libanais Najib Mikati et le président du Parlement et chef du mouvement Amal Nabih Berri, a indiqué le ministère turc des Affaires étrangères. Le ministère a souligné attendre du gouvernement libanais qu'il prenne «toutes les mesures pour la sécurité des citoyens (turcs) vivant au Liban». «Lors de ma conversation avec M. Davutoglu, j'ai condamné cet acte et je lui ai dit que nous faisons tout notre possible pour identifier les ravisseurs et pour les libérer», a déclaré de son côté M. Mikati à l'AFP. «Je lui ai précisé que nous menons tous les contacts sécuritaires nécessaires, notamment après que les familles des otages (libanais, NDLR) ont démenti toute implication dans ce rapt», a-t-il

ajouté. Cependant, Hayat Aawali, l'épouse d'un des otages détenus en Syrie, a affirmé à la télévision : «Nous condamnons en principe les enlèvements mais dans ce cas précis, nous le soutenons et nous félicitons ceux qui l'ont fait. Nous les remercions car ce qu'ils ont accompli, nous ne pouvions pas le faire nous-mêmes.» Dans un communiqué montré sur une chaîne libanaise, mais dont l'authenticité n'a pu être confirmée, un groupe inconnu jusqu'à présent, le «groupe des visiteurs de l'imam Ali al-Rida», a revendiqué le rapt. Il s'agit du huitième imam vénéré par les chiïtes (766-818) et le seul à être enterré en Iran. C'est au retour d'une visite sur sa tombe que les pèlerins chiïtes ont été enlevés à Azaz, dans le nord de la Syrie. Les femmes du groupe ainsi que deux hommes avaient ensuite été libérés. L'enlèvement avait été revendiqué par un homme se présentant comme Abou Ibrahim et se disant membre de l'Armée syrienne libre (ASL, rebelles), mais l'ASL avait alors nié toute implication. «Nous annonçons que le capitaine Murat Akpinar et

son co-pilote Murat Agca sont nos invités jusqu'à la libération de nos frères, qui après avoir visité les lieux saints (chiïtes en Iran) ont été kidnappés à Azaz. La Turquie est directement responsable de la liberté» des otages libanais, a affirmé le groupe. A la suite de ce rapt, des soldats libanais se sont déployés dans le secteur. Les familles des personnes enlevées ont manifesté à plusieurs reprises devant les locaux de Turkish Airlines à Beyrouth, appelant Ankara à user de son influence auprès des rebelles qu'elle soutient face au régime de Damas pour obtenir la libération de leurs proches. Les négociations pour leur libération ont jusqu'à présent échoué. Les ravisseurs n'avaient pas formulé de demandes, mais avaient affirmé que leurs otages étaient des membres du Hezbollah libanais, qui combat aux côtés des forces gouvernementales contre les rebelles syriens. Le Liban subit les contre-coups de la guerre en Syrie avec des violences fréquentes à la frontière et une montée des tensions communautaires.

MALI

Fin d'une morne campagne avant le second tour de la présidentielle

La campagne pour le second tour de la présidentielle de dimanche au Mali entre Ibrahim Boubacar Keïta et Soumaïla Cissé s'est achevée hier, un scrutin à l'issue duquel l'un de ces deux hommes aura à redresser un pays sorti exsangue de 18 mois de crise politico-militaire.

Hormis quelques réunions publiques, cette campagne pour le second tour a été terne et peu animée. Les deux candidats ont dû officiellement attendre la publication définitive des résultats du premier tour du 28 juillet par la Cour constitutionnelle, qui n'est intervenue que mercredi. Mais le lendemain de cette publication, jeudi, a coïncidé avec l'Aïd el-Fitr, et aucune activité politique ne s'est tenue à Bamako. Les rues étaient désertées par ses habitants, restés chez eux en famille. Ibrahim Boubacar Keïta (IBK), ancien Premier ministre et cacique de la vie politique malienne de 68 ans, et Soumaïla Cissé, ancien ministre des Finances de 63 ans, ont annulé des meetings prévus vendredi à Bamako, leur préférant de petits rassemblements, des animations et des caravanes sillonnant les rues. IBK a refusé de participer à

un débat télévisé que lui avait proposé son adversaire, ses proches estimant que ce n'était pas nécessaire et qu'il préférerait aller à «la rencontre des électeurs». A l'issue d'une rencontre hier avec des artisans et commerçants dans un hôtel de Bamako, Soumaïla Cissé a néanmoins affiché sa confiance en la victoire dans une déclaration à l'AFP. «Je suis confiant, car il ne s'agit pas de compléter les votes du premier tour, il y aura de nouveaux votes, c'est une nouvelle élection», a affirmé M. Cissé, ajoutant : «Tout repart à zéro.» Ibrahim Boubacar Keïta est arrivé en tête du premier tour avec 39,7% des voix, suivi de Soumaïla Cissé (19,7%) et ils ont multiplié, depuis, les négociations pour obtenir les ralliements des 25 autres candidats éliminés.

Le camp d'IBK affirme avoir obtenu le ralliement de 22 candidats et Soumaïla Cissé celui d'un autre ex-Premier ministre, Modibo Sidibé, arrivé quatrième avec près de 5% des voix, ainsi que celui de Tiébilé Dramé, artisan d'un accord entre le régime de transition à Bamako et des groupes armés touareg. Sur le papier, IBK apparaît donc largement favori, mais Soumaïla Cissé compte sur une partie de près de 400 000 bulletins déclarés nuls au premier

tour et sur une mobilisation des abstentionnistes pour remonter son handicap apparent. En dépit de craintes d'attentats de la part de groupes djihadistes liés à Al-Qaïda qui avaient occupé tout le nord du Mali pendant neuf mois en 2012 avant d'en être chassés par une intervention armée internationale initiée par la France, le premier tour s'était déroulé dans le calme et sans incidents majeurs.

Et hier, à deux jours du second tour, l'état-major de l'armée française a indiqué que les soldats français poursuivaient la sécurisation de la zone de Kidal (extrême nord-est) et de l'ensemble du nord du Mali au côté de l'armée malienne et de la force de l'ONU, menant «des opérations de fouille» au sol et de survol par des avions de chasse. Lors du premier tour, des dysfonctionnements ont été constatés — cartes d'électeur non remises, listes électorales non affichées à l'extérieur des bureaux, achat de votes, nombre anormalement élevé de bulletins nuls, bourrage d'urnes — sans remettre en cause les résultats, selon les observateurs nationaux et internationaux et la Cour constitutionnelle. Ce premier tour avait fortement mobilisé les Maliens, avec un taux de participation de 48,9% jamais égalé pour ce type de scrutin,

signe de leur volonté de tourner la page d'un an et demi de tourmente.

Cette sombre période de l'histoire du Mali a débuté en janvier 2012 par une offensive de rebelles touareg dans le nord du pays, suivie le 22 mars 2012 par un coup d'Etat qui a renversé le président élu Amadou Toumani Touré. S'en est suivie la prise de contrôle du Nord par des groupes criminels et des djihadistes qui ont laminé et humilié l'armée, commis de nombreuses exactions avant d'être chassés en 2013 par l'intervention militaire de la France aux côtés d'armées africaines. Ce conflit a entraîné un exode massif de populations — environ 500 000 réfugiés et déplacés internes —, plongé le pays dans la récession, accentué la pauvreté et ravivé les haines entre les différentes communautés du pays, Touareg et Arabes d'un côté assimilés aux rebelles et aux djihadistes, Noirs majoritaires de l'autre.

Quel qu'il soit, le nouveau président aura l'immense mission de redresser le pays, de lui redonner confiance et d'entamer le processus de réconciliation, en particulier avec la minorité touareg qui vit essentiellement dans le Nord, où elle se sent marginalisée et dont une frange rêve d'indépendance.